

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS FOIX – VARILHES

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2017

Le débat d'orientations budgétaires (DOB) est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communautés d'agglomération : le vote des budgets primitifs doit être précédé (dans les deux mois) d'un débat distinct sur les orientations budgétaires.

Ce débat doit permettre d'instaurer une véritable discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les orientations budgétaires.

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a créé, par son article 107, de nouvelles obligations relatives à la transparence et à la responsabilité financières des collectivités territoriales. Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu et les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires (ROB).

Ce rapport d'orientations budgétaires doit porter sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement, présenter les engagements pluriannuels, les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée, mais également fournir des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

Ce rapport donne lieu à un débat et est acté par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote.

Le contexte

L'année 2017 est la première année de fonctionnement de la communauté d'agglomération Pays Foix – Varilhes, issue de la fusion au 1^{er} janvier des communautés de communes du Pays de Foix et Canton de Varilhes.

Cette fusion impacte fortement l'organisation des services, avec la nécessité de procéder à des harmonisations de régimes, de taux de fiscalité, à des transferts de services, de contrats, d'agents, à des modifications de l'intérêt communautaire, avec des calendriers spécifiques selon la nature des compétences.

Cet important chantier se tiendra durant l'année 2017, avec la nécessité de garantir la continuité des services publics, notamment ceux à la population, reconnus pour leur grande qualité sur le territoire.

L'année 2017 permettra également, tout en poursuivant les projets engagés, de préparer un plan pluriannuel d'investissement ambitieux qui sera la traduction de notre projet de territoire. La priorité sera donnée au développement économique, créateur de richesses et d'emploi. La sécurisation et la croissance des bases fiscales, notamment des entreprises, permettra en effet de poursuivre et d'étendre les services publics communautaires, sans avoir recours à une augmentation des taux.

Les ressources

1) Les dotations

Les estimations réalisées dans le cadre de la fusion des deux communautés de communes, avec l'assistance d'un cabinet conseil, conduisent à une majoration de la dotation d'intercommunalité d'environ 580.000 € par rapport aux dotations perçues en 2016 par les deux communautés (soit 49,78 € par habitant au lieu de 31,6 € par habitant en moyenne précédemment, hors contribution au redressement des finances publiques).

Cette majoration est directement liée à la fusion permettant le changement de catégorie (de communautés de communes à communauté d'agglomération), et constitue donc une recette nouvelle pour le territoire.

Il est à noter que le prélèvement effectué par l'Etat au titre de la contribution des collectivités au redressement des finances publiques, qui devait s'élever au niveau national à 2 milliards d'euros, ne sera « que » d'un milliard d'euros en 2017. La contribution sera donc également divisée de moitié par rapport aux prévisions pour la communauté d'agglomération.

L'évolution du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) devrait également, toujours selon les estimations du cabinet conseil, être favorable à la communauté d'agglomération du fait de la fusion (solde positif net d'environ 250.000 € alors qu'il était négatif en 2016).

2) La fiscalité

Il sera proposé pour la construction du budget 2017 de retenir une hypothèse d'évolution des bases de cotisation foncière des entreprises (CFE) et de taxe d'habitation (TH) de 1% (hypothèse prudente, notamment pour la CFE).

En ce qui concerne les taux, la fusion des deux communautés au 1^{er} janvier 2017 implique la mise en place d'un processus d'harmonisation des taux.

a) La cotisation foncière des entreprises

Compte tenu du faible écart entre les anciens taux (2,19), l'harmonisation peut se faire dès 2017 :

- Taux CFE 2016 CC Pays de Foix : 34,52%.
- Taux CFE 2016 CC Canton de Varilhes : 36,71%.
- Taux moyen pondéré CA Pays de Foix – Varilhes : 34,89%.

Cette harmonisation conduirait donc, mécaniquement et en application de la loi, à une hausse des taux sur le territoire de l'ex CC du Pays de Foix de 1,07 %, à une baisse des taux sur le territoire de l'ex CC du Canton de Varilhes de 4,96% (à recettes égales pour la communauté).

Compte tenu de ce faible écart, il pourrait être proposé, afin que la création de la communauté ne se traduise pas, dès la première année, par une augmentation de fiscalité pour une partie des entreprises, d'harmoniser les taux de CFE sur le niveau le plus bas préexistant, soit celui de l'ex CC du Pays de Foix.

Le taux de 34,52% serait donc retenu, ce qui se traduirait par une diminution des recettes d'environ 35.000 €.

b) La taxe d'habitation

Le même mécanisme pourrait s'appliquer pour la taxe d'habitation, l'écart entre les anciens taux étant de 0,10 :

- Taux TH 2016 CC Pays de Foix : 8,62%.
- Taux TH 2016 CC Canton de Varilhes : 8,52%.
- Taux moyen pondéré CA Pays de Foix – Varilhes : 8,59%.

Cette harmonisation conduirait donc, mécaniquement et en application de la loi, à une hausse des taux sur le territoire de l'ex CC du Canton de Varilhes de 0,82%, à une baisse des taux sur le territoire de l'ex CC du Pays de Foix de 0,35% (à recettes égales pour la communauté).

Compte tenu de ce faible écart, il pourrait être proposé d'harmoniser les taux de TH sur le niveau le plus bas préexistant, soit celui de l'ex CC du Canton de Varilhes.

Le taux de 8,52% serait donc retenu, ce qui se traduirait par une diminution des recettes d'environ 28.000 €.

Il en serait de même pour la taxe sur le foncier non bâti (impact budgétaire très faible pour la communauté).

Il est à noter qu'une réflexion sera engagée en 2017 sur l'harmonisation des régimes, différents sur les deux anciens territoires, en matière de cotisation minimum des entreprises, d'exonérations et d'abattement à la taxe d'habitation.

c) Le foncier bâti et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères

La CC du Pays de Foix avait instauré une fiscalité additionnelle sur le foncier bâti (1% représentant une recette de 251.000 €). Cette fiscalité n'existait pas sur la CC du Canton de Varilhes.

Il sera proposé de supprimer cette taxe additionnelle, et de compenser la perte de recettes correspondante pour la communauté d'agglomération par une augmentation du taux, sur le territoire de l'ex CC du Pays de Foix, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Cette opération sera neutre pour le budget communautaire ainsi que, à quelques euros près, pour les contribuables (diminution du foncier bâti, augmentation dans des proportions équivalentes de la TEOM).

Il est à noter que les taux de TEOM appliqués sur les communes de l'ex CC du Pays de Foix sont inférieurs (6,60 %, 8,88 %, 9,99 % et 11,08 % selon la zone de services) à celui pratiqué sur le territoire de l'ex CC du Canton de Varilhes (13,5%).

Cette proposition permettait ainsi, sans impact majeur pour les contribuables, de supprimer une taxe (le foncier bâti) et de réduire les écarts entre les taux de TEOM.

Les dépenses

1) Le fonctionnement

Comme indiqué précédemment 2017 est, du fait de la fusion, une année de transition. Le budget permettra ainsi d'assurer la continuité des services publics et des actions précédemment engagées.

Il permettra également de prendre en compte l'extension de certaines compétences du fait de l'harmonisation nécessaire à l'ensemble du territoire. C'est principalement le cas pour la jeunesse, les bibliothèques, les écoles de musique et l'accueil des gens du voyage ou la navette urbaine.

Il est à noter que ces transferts de compétences donneront lieu, sur la base d'un rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), à une retenue sur attribution de compensation (AC) des communes concernées.

Ces minorations d'AC, estimées par le cabinet conseil à environ 1,2 M€, viendront compenser les augmentations équivalentes de charges transférées.

Sont à noter également, dans le domaine des dépenses nouvelles, des frais d'actes rendus nécessaires par le transfert de propriété d'équipements communautaires (des communautés de communes vers la communauté d'agglomération) pour environ 160.000 €, ainsi qu'une augmentation estimée à environ 200.000 € dans le domaine du personnel, permettant d'envisager notamment une harmonisation avantageuse des régimes et prestations sociales pour l'ensemble des agents et la création du poste de directeur général des services.

2) L'investissement

Parmi les opérations prévues en 2017, il est à noter :

- L'extension des fonds de concours voirie aux communes de l'ex CC du Pays de Foix (soit une estimation globale de 872.000 €)
- La poursuite des dispositifs (et la réflexion sur les modalités d'extension et de renforcement) d'aide au commerce et à l'artisanat (Fisac) et à l'habitat (rénovation de l'habitat privé avec l'Opah et le PIG, extension de l'aide aux logements communaux conventionnés).
- Les travaux d'extension du foyer logement à Varilhes (0,65 M€).
- Les travaux de l'office du tourisme à Foix (1,04 M€, dont complément scénographie, avec des subventions attendues à hauteur de 80%).
- Les travaux d'aménagement et d'extension des zones économiques comprenant la poursuite des acquisitions foncières (dans le cadre d'un budget annexe), avec le lancement des études et missions diverses.
- Le gros entretien des bâtiments communautaires.
- Le gros entretien et la définition d'un programme pluriannuel de requalification des zones économiques communautaires.
- L'achat de matériels et équipements divers pour les services.

Compte tenu du résultat antérieur, estimé à 2,2 M€, ces programmes pourront être réalisés sans avoir recours à l'emprunt sur l'exercice.

La dette

Au 1^{er} janvier 2017, l'encours de la dette de la communauté d'agglomération Pays de Foix – Varilhes est de 8.552.667 €, soit 259 € par habitant (dont 6.931.450 sur budget principal). En 2014, l'encours de la dette des communautés d'agglomération était de 396 € / habitant).

La communauté d'agglomération Pays de Foix – Varilhes n'a pas souscrit d'emprunts toxiques.

Les dépenses de personnel

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires précise que le rapport comporte, en matière de personnel, au titre de l'exercice en cours, ou le cas échéant du dernier exercice connu, des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel...

Compte tenu de la fusion, la structure des effectifs au 1^{er} janvier 2017 est la suivante :

- 134 stagiaires et titulaires
- 25 contractuels (dont 14 assistantes maternelles)
- 1 emploi aidé

Budget prévisionnel en matière de dépenses de personnel pour 2017 (chapitre 012) : 6,5 M€.

Temps de travail : régime de base à 35 heures hebdomadaires (horaires adaptés selon les exigences des différents services).